

Avril 2012

*Monsieur le président de la CLI de Golfech, Monsieur le maire , Mesdames Messieurs les élus,
Mesdames Messieurs les candidats*

Vu que depuis les accidents de Three Mile Island (USA 1976), de Tchernobyl (Ukraine 1986) et de Fukushima (Japon 2011), plus personne ne nie la probabilité élevée de la survenue d'un accident nucléaire majeur en France,

Vu que la densité du parc nucléaire français fait qu'un accident nucléaire majeur est inéluctable en France comme l'affirme la Direction de l'IRSN et la Présidence de l'Autorité de Sécurité Nucléaire,

Vu que sur les 58 réacteurs en service en France, 21 ont déjà dépassé 30 ans d'âge et que 42 atteindront cet âge de vétusté courant (elles ont été conçues pour 25 à 30 ans) augmentant les risques de catastrophe nucléaire , de contamination, d'irradiation ,

Vu que l'AIEA a procédé à la surveillance maximale des centrales en démarrage car ce sont les plus exposées à des risques d'accidents,

Vu les centaines de milliers de morts provoquées par les accidents nucléaires majeurs américain, russe et japonais,

Vu qu'un accident nucléaire majeur toucherait tout le monde, la radioactivité se moquant bien des frontières administratives et politiques,

Vu le nombre important d'incidents nucléaires dans les installations nucléaires de France (plus de 1000 en 2010) recensés par l'ASN,

Vu que c'est l'avenir de nos enfants et des générations futures qui est menacé et atteint,

Vu que pour notre consommation électrique actuelle nous grevons immoralement l'avenir de nos enfants,

Vu que le problème du traitement des déchets n'est toujours pas résolu, après plus de soixante ans de recherches et ne pourra pas l'être pour des milliers d'années,

Vu que les risques de prolifération de l'arme nucléaire augmentent tous les jours suite à l'accroissement quotidien des quantités de matière fissile,

Vu les atteintes avérées que le nucléaire fait peser au quotidien sur la santé publique, sur l'environnement, sur la sécurité alimentaire,

Vu la récente enquête épidémiologique de l'INSERM mettant en évidence une augmentation des leucémies, notamment chez l'enfant, du fait des activités nucléaires en France,

Vu les contaminations de l'eau et de l'air engendrées par les installations nucléaires et notamment celle de Golfech ,

Vu les rejets en tritium considérables dans l'air et dans l'eau notamment (Golfech est une des centrales en rejetant le plus en France(**))

Vu le gaspillage éhontée en eau douce : 37,6 millions de m3 évaporés en 2010 à Golfech par ex.

Vu le nombre des incidents classés sur l'échelle INES déclarés à Golfech : 19 en 2010 selon Edf, 22 selon l'ASN et 29 selon les documents fournis par l'ASN aux Atmp), dont trois de niveau 1

Vu que les rejets quotidiens de Gaz à effet de serre sous forme de vapeur d'eau, de rejets de tonnes de chimie dans l'atmosphère, d'énergie utilisée pour la fabrication de cette chimie, les rejets accidentels de HCFC... de toutes les installations de la filière nucléaire y compris celle de Golfech mettent en danger la planète,

Vu qu'aucune compagnie d'assurance au monde ne veut garantir le risque nucléaire, laissant aux contribuables et aux institutions tel le Conseil Général les coûts de dédommagement,

Vu qu'à ce jour, 53 réacteurs sur 54 sont à l'arrêt au Japon sans pour autant que ce pays ne soit "revenu à la bougie",

Vu que la France est complètement dépendante de l'uranium étranger pour alimenter ses réacteurs et que parler "d'indépendance énergétique" est un mensonge éhonté,

Vu que le nucléaire ne fournit que 2,4 % de l'énergie finale consommée dans le monde pour un risque démentiel sur la planète et ses habitants,

Vu que de nombreux pays - sous la pression de leurs populations - ont fait le choix d'abandonner cette énergie mortifère et développent une expertise en démantèlement et en énergie renouvelable,

Vu le coût faramineux envisagé par la Commission Nationale pour le démantèlement des centrales françaises (de l'ordre de 750 milliards d'euros),

Vu le coût faramineux pour maintenir en état de fonctionnement le parc nucléaire français (plusieurs centaines de milliards d'euros),

Vu les risques et coût faramineux (déjà largement en dépassement de budget initial) des projets titanesques et illusoires comme ITER, EPR, Atmea,

Vu la Constitution Française et les lois relatives à l'environnement,

Nous vous demandons de prendre un engagement en faveur d'un arrêt en urgence du nucléaire et à la mise en route, en urgence aussi, d'une politique de transition énergétique axée sur les économies énergétiques, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la cogénération et l'utilisation transitoire des centrales thermiques existantes